



**Numéro de contrôle OMB : 3245-0407**

**Date d'expiration : 31/12/2020**

**PROGRAMME DE PROTECTION DES SALAIRES (PAYCHECK PROTECTION PROGRAM)**  
**QUESTIONNAIRE SUR LA NÉCESSITÉ D'UN PRÊT (EMPRUNTEURS À BUT LUCRATIF)**

L'objectif de ce formulaire est de faciliter la collecte des informations supplémentaires qui seront utilisées par les évaluateurs de prêt de la SBA pour examiner l'attestation de bonne foi que vous avez fournie sur votre demande d'emprunteur PPP (formulaire SBA 2483 ou formulaire équivalent du prêteur) selon laquelle l'incertitude économique a rendu la demande de prêt nécessaire. Chaque emprunteur à but lucratif qui, avec ses affiliés,<sup>1</sup> a reçu des prêts PPP d'un montant initial de 2 millions de dollars ou plus est tenu de remplir ce formulaire et de le soumettre, accompagné des pièces justificatives requises, au prêteur ayant accordé le prêt PPP à l'emprunteur. **Le formulaire rempli doit être retourné au prêteur assurant le service de votre prêt PPP dans les dix jours ouvrables suivant sa réception.**

La SBA examine ces prêts pour assurer au maximum l'intégrité du programme et protéger les ressources des contribuables. Les informations recueillies seront utilisées pour informer la SBA de l'examen de votre attestation de bonne foi selon laquelle l'incertitude économique a rendu votre demande de prêt nécessaire pour soutenir vos opérations en cours. La réception de ce formulaire ne signifie pas que la SBA conteste cette attestation. Une fois ce formulaire retourné, la SBA pourra solliciter des informations supplémentaires, si nécessaire, pour procéder à l'examen. La décision de la SBA sera fondée sur l'ensemble de votre situation.

Le fait de ne pas remplir le formulaire ou de ne pas fournir les pièces justificatives requises peut entraîner une décision de la SBA selon laquelle vous n'étiez pas éligible au prêt PPP, au montant du prêt PPP ou à tout montant de remise réclamé, et la SBA pourra demander le remboursement du prêt ou poursuivre d'autres recours disponibles.

Dans les cinq jours ouvrables après que vous ayez fourni un formulaire complet avec toutes les réponses, les pièces justificatives, les signatures et les attestations requises, le prêteur gérant votre prêt est tenu de télécharger le formulaire et les documents sur la plateforme de remise de prêts PPP de la SBA ([forgiveness.sba.gov](https://forgiveness.sba.gov)) et saisir séparément vos réponses à chaque question dans le formulaire Web disponible sur la plateforme.

**Des instructions supplémentaires sont présentées à la page suivante.**

---

**Loi sur la réduction des formalités administratives (Paperwork Reduction Act)** - Vous n'êtes pas tenu(e) de répondre à cette collecte d'informations, sauf si elle présente un numéro de contrôle OMB actuellement valide. Le temps estimé pour remplir ce questionnaire, y compris la collecte des données nécessaires, est de 90 minutes. Les commentaires sur cette période ou les informations demandées doivent être envoyés à l'Administration des petites entreprises : Small Business Administration, Director, Records Management Division, 409 3rd St., SW, Washington DC 20416 ; et/ou au SBA Desk Officer, Office of Management and Budget, New Executive Office Building, Washington DC 20503. **VEUILLEZ NE PAS ENVOYER DE FORMULAIRES À CES ADRESSES.**

<sup>1</sup>Voir [85 FR 20817](#) (15 avril 2020) concernant l'application des règles d'affiliation de la SBA.

### Partie A - Informations sur l'emprunteur

Dénomination sociale de l'entreprise (« emprunteur »)	Raison sociale ou nom commercial, le cas échéant	
Adresse professionnelle	NIF de l'entreprise (numéro d'identification fiscale de l'employeur, numéro de sécurité sociale)	Téléphone de l'entreprise
	Contact principal	Adresse de courrier électronique
Numéro de prêt PPP de la SBA	Montant initial du prêt PPP (\$)	

### Partie B - Questionnaire de l'emprunteur à but lucratif

Les types d'emprunteurs à but lucratif admissibles comprennent les propriétaires uniques, les partenariats, les sociétés C, les sociétés S, les sociétés à responsabilité limitée, les entrepreneurs indépendants, les travailleurs indépendants admissibles, les entreprises tribales (art. 31(b)(2)(C) de la Small Business Act) et les coopératives électriques et téléphoniques exonérées de l'impôt fédéral sur le revenu en vertu de l'article 501(c)(12) de l'Internal Revenue Code.

#### Instructions :

- Pour la section « Évaluation des activités commerciales » ci-dessous, vous devez joindre des pièces justificatives pour vos réponses à la question 1.
- Pour la section « Évaluation des liquidités » ci-dessous, vous devez joindre des pièces justificatives pour vos réponses aux questions 1, 2.B, 3.B, 4.C et 5.C.
- Pour chaque question, dans la colonne de droite (intitulée « Confidentiel ?»), sélectionnez « OUI » ou « NON » pour indiquer si vos réponses ou les informations que vous avez fournies en réponse à la question sont habituellement gardées comme étant confidentielles.
- La SBA peut demander des pièces justificatives supplémentaires dans le cadre de l'examen du prêt.

Évaluation des activités commerciales	Confidentiel ?
<p>1. Fournir des réponses et des pièces justificatives pour les questions 1.A <b>et</b> 1.B ou 1.C :</p> <p>A. Quel a été le revenu brut de l'emprunteur au deuxième trimestre civil (T2) de 2020 ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Les emprunteurs saisonniers peuvent indiquer les revenus bruts du troisième trimestre civil (T3) 2020 au lieu du T2 2020.</i></p> <p style="text-align: right; margin-right: 20px;">\$</p>	
<p>B. Si l'emprunteur existait au T2 2019, quel était le revenu brut de l'emprunteur au T2 2019 ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Les emprunteurs saisonniers qui ont saisi leurs revenus bruts au T3 2020 à la question 1.A doivent indiquer leurs revenus bruts au T3 2019.</i></p> <p style="text-align: right; margin-right: 20px;">\$</p>	

<p>C. Si l'emprunteur n'existait pas au T2 2019, quel était le revenu brut de l'emprunteur au premier trimestre civil (T1) de 2020 ?</p> <p><i>Les emprunteurs saisonniers qui ont saisi leurs revenus bruts au T3 2020 à la question 1.A doivent indiquer leurs revenus bruts au T3 2019.</i></p>			
<p>2. A. Depuis la déclaration d'urgence nationale COVID-19 publiée par le Président D. Trump le 13 mars 2020, l'emprunteur a-t-il reçu d'un État ou d'une autorité locale l'ordre de fermer en raison de la pandémie de COVID-19 ?</p>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
<p>B. Si la réponse à la question 2.A est OUI, quel État ou quelle autorité locale a émis l'ordre de fermeture ?</p>			
<p>C. Si la réponse à la question 2.A est OUI, indiquez les dates de début et de fin de l'ordre de fermeture (s'il est en cours, inscrivez « présent » sous « Fin »).</p>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: center;">Début</td> <td style="width: 50%; text-align: center;">Fin</td> </tr> </table>	Début	Fin
Début	Fin		
<p>3. A. À un quelconque moment depuis le 13 mars 2020, l'emprunteur a-t-il reçu l'ordre d'un État ou d'une autorité locale de modifier considérablement ses opérations en raison de la pandémie de COVID-19 ?</p>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
<p>B. Si la réponse à la question 3.A est OUI, indiquez les dates de début et de fin de l'ordre de modification de ses opérations (s'il est en cours, inscrivez « présent » sous « Fin »).</p>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: center;">Début</td> <td style="width: 50%; text-align: center;">Fin</td> </tr> </table>	Début	Fin
Début	Fin		
<p>C. Si la réponse à la question 3.A est OUI, comment les opérations de l'emprunteur ont-elles été modifiées en raison de cet ordre ? (sélectionnez toutes les réponses applicables)</p> <p>i. Le nombre de personnes autorisées à un endroit et à un moment donné a été réduit ou plafonné.</p>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
<p>ii. Le service n'était assuré qu'à l'extérieur.</p>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
<p>iii. Les espaces de travail des employés ont été réaménagés.</p>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
<p>iv. Autre (veuillez décrire) [1 000 caractères maximum].</p>			

D. Si la réponse à la question 3.A est OUI, quelles ont été les sorties de fonds supplémentaires approximatives de l'emprunteur pour ces modifications obligatoires ?	\$	
4. A. À un quelconque moment depuis le 13 mars 2020, l'emprunteur a-t-il volontairement cessé ou réduit ses opérations en raison de la pandémie de COVID-19 ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
B. Si la réponse à la question 4.A est OUI, indiquez les dates de début et de fin auxquelles l'emprunteur a volontairement interrompu ou réduit ses opérations (si cette cessation ou cette réduction est en cours, inscrivez « présent » sous « Fin »).	Début	Fin
C. Si la réponse à la question 4.A est OUI, pourquoi l'emprunteur a-t-il volontairement cessé ou réduit ses opérations ? (sélectionnez toutes les réponses applicables)	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
i. Un ou plusieurs employé(s) ont été contaminés par la COVID-19.		
ii. La pandémie de COVID-19 a considérablement perturbé la chaîne d'approvisionnement de l'emprunteur (par exemple, un fournisseur de biens ou de services essentiels aux opérations de l'emprunteur a été incapable de livrer en raison de la pandémie de COVID-19).	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
iii. Autre (veuillez décrire) [1 000 caractères maximum].		
5. A. À un quelconque moment depuis le 13 mars 2020, l'emprunteur a-t-il volontairement modifié ses opérations en raison de la pandémie de COVID-19 (autre qu'interrompre ou réduire ses opérations) ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
B. Si la réponse à la question 5.A est OUI, indiquez les dates de début et de fin des modifications volontaires en place (si elles sont toujours en cours, inscrivez « présent » sous « Fin » ; si elles sont échelonnées, indiquez plusieurs dates de début et de fin).	Début	Fin

<p>C. Si la réponse à la question 5.A est OUI, comment les opérations de l'emprunteur ont-elles été volontairement modifiées ? (sélectionnez toutes les réponses applicables)</p> <p>i. Le nombre de personnes autorisées à un endroit et à un moment donné a été réduit ou plafonné. <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>ii. Le service n'était assuré qu'à l'extérieur. <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>iii. Les espaces de travail des employés ont été réaménagés. <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>iv. Autre (veuillez décrire) [1 000 caractères maximum].</p>	
<p>D. Si la réponse à la question 5.A est OUI, quelles ont été les sorties de fonds supplémentaires approximatives de l'emprunteur pour ces modifications volontaires ? \$</p>	
<p>6. A. Entre le 13 mars 2020 et la fin de la période couverte pour la remise de prêt PPP, l'emprunteur a-t-il commencé de nouveaux projets d'amélioration des immobilisations non imputables à la pandémie de COVID-19 ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>B. Si la réponse à la question 6.A est OUI, quelles ont été les décaissements approximatifs de l'emprunteur pour ces projets ? \$</p>	
<p>7. Quel est le principal code SCIAN à six chiffres de l'emprunteur ?</p>	
<p>8. Facultatif - communiquez des commentaires supplémentaires sur toute question de la présente section d'évaluation des activités commerciales [1 000 caractères max.].</p>	

Évaluation des liquidités	Confidentiel ?
1. Au dernier jour du trimestre civil précédant immédiatement la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur, combien l'emprunteur détenait-il en trésorerie et équivalents de trésorerie ? Fournir des pièces justificatives. \$	
2. A. Entre le 13 mars 2020 et la fin de la période couverte pour la remise de prêt PPP, l'emprunteur a-t-il versé des dividendes ou d'autres distributions de capital (à l'exception des paiements d'impôts estimés <sup>2</sup> ) à ses propriétaires ? <span style="float: right;"><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</span>	
B. Si la réponse à la question 2.A est OUI, quel était le montant total de tous les dividendes ou autres distributions de capital entre le 13 mars 2020 et la fin de la période de remise de prêt PPP ? Fournir des pièces justificatives. \$	
3. A. Entre le 13 mars 2020 et la fin de la période couverte par la remise de prêt PPP, l'emprunteur a-t-il payé d'avance toute dette en cours (c'est-à-dire, payée avant l'échéance contractuelle) ? <span style="float: right;"><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</span>	
B. Si la réponse à la question 3.A est OUI, quel était le montant total de tous les remboursements de dettes anticipés entre le 13 mars 2020 et la fin de la période couverte de remise du prêt PPP ? Fournir des pièces justificatives. \$	
4. A. Au cours de la période couverte pour la remise de prêt PPP, l'un quelconque des employés de l'emprunteur a-t-il été rémunéré pour un montant supérieur à 250 000 dollars sur une base annualisée ? (À cette fin, la rémunération comprend les salaires et traitements bruts, les pourboires bruts, les commissions brutes et les indemnités de licenciement ou de rupture de contrat.) <span style="float: right;"><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</span>	
B. Si la réponse à la question 4.A est OUI, combien d'employés sont concernés ?	
C. Si la réponse à la question 4.A est OUI, quel a été le montant total de la rémunération pendant la période couverte par la remise de prêt de tous les employés inclus dans la réponse à la question 4.B ? Fournir des pièces justificatives. \$	

<sup>2</sup> Les distributions effectuées par une société de personnes ou une société S qui sont conçues pour être utilisées uniquement pour les paiements d'impôts trimestriels estimés des propriétaires sont exclues, à condition qu'elles ne dépassent pas l'impôt à payer sur les bénéfices réalisés au cours des trois premiers trimestres de 2020, 110 % de la part au prorata de l'obligation fiscale de l'année dernière sur les distributions et/ou 100 % de la part proportionnelle de l'obligation fiscale sur les distributions totales en 2020.

<p>5. A. Au cours de la période couverte pour la remise de prêt PPP, l'un quelconque des propriétaires de l'emprunteur qui travaille chez l'emprunteur a-t-il été rémunéré par l'emprunteur pour un montant supérieur à 250 000 dollars sur une base annualisée ? (À cette fin, la rémunération comprend les salaires et traitements bruts, les pourboires bruts, les commissions brutes et les indemnités de licenciement ou de rupture de contrat.)</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>B. Si la réponse à la question 5.A est OUI, combien de propriétaires sont concernés ?</p>		
<p>C. Si la réponse à la question 5.A est OUI, quel a été le montant total de la rémunération pendant la période couverte par la remise de prêt de tous les propriétaires inclus dans la réponse à la question 5.B ? Fournir des pièces justificatives.</p>	<p>\$</p>	
<p>6. A. À la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur, des titres de participation de l'emprunteur étaient-ils cotés à une bourse nationale de valeurs ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>B. Si la réponse à la question 6.A est OUI, quelle était la capitalisation boursière de l'emprunteur à la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur ?</p>	<p>\$</p>	
<p>7. A. À la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur, une société cotée en bourse détenait-elle 20 % ou plus d'une catégorie de titres de participation en circulation de l'emprunteur ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>B. Si la réponse à la question 7.A est OUI, quel était le nom et la capitalisation boursière de la société cotée en bourse à la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur ?</p>		
<p>Société A (nom) :</p>	<p>\$</p>	
<p>Société B (nom) :</p>	<p>\$</p>	
<p>Société C (nom) :</p>	<p>\$</p>	
<p>Société D (nom) :</p>	<p>\$</p>	
<p>Société E (nom) :</p>	<p>\$</p>	
<p>8. Si la réponse à la question 6.A est NON, quelle était la valeur comptable (valeur des capitaux propres) de l'emprunteur au dernier jour du trimestre civil précédant immédiatement la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur ?</p>	<p>\$</p>	

<p>9. A. À la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur, l'emprunteur était-il une filiale d'une autre société (la société mère) (c'est-à-dire qu'au moins 50 % des capitaux propres ordinaires de l'emprunteur, ou une participation équivalente, appartenaient à une autre société (la société mère)) ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>B. Si la réponse à la question 9.A est OUI, quel était le nom de la société mère ?</p>		
<p>C. Si la réponse à la question 9.A est OUI, la société mère a-t-elle été organisée ou constituée en vertu des lois d'une juridiction en dehors des États-Unis ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>D. Si la réponse à la question 9.A est OUI et si l'un des titres de participation de la société mère de l'emprunteur est coté à une bourse nationale de valeurs mobilières ou à une bourse de valeurs dans une juridiction extérieure aux États-Unis, quelle était la capitalisation boursière de la société mère à la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur ?</p>	<p>\$</p>	
<p>10. À la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur, 20 % ou plus des titres de participation en circulation de l'emprunteur, toutes catégories confondues, étaient-ils détenus par une société de capital-investissement, une société de capital-risque ou un fonds spéculatif (y compris un fonds géré par une telle société) ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>11. A. À la date de la demande de prêt PPP de l'emprunteur, l'emprunteur était-il<sup>3</sup> une société affiliée ou une filiale (c.-à-d., était directement ou indirectement détenue ou contrôlée, à hauteur d'au moins 50 % des capitaux propres ordinaires de l'emprunteur ou d'une participation équivalente) d'une entreprise publique d'un État étranger (c.-à-d. une société détenue à au moins 50 % par une entreprise publique étrangère) ou d'un département, d'un organisme ou d'une institution d'un État étranger ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	
<p>B. Si la réponse à la question 11.A est OUI, quel était le nom de l'entreprise publique étrangère ou du département, de l'organisme ou de l'institution de l'État étranger ?</p>		
<p>12. A. L'emprunteur a-t-il reçu directement des fonds d'un programme de la Loi CARES autre que le PPP, à l'exclusion des avantages fiscaux ?</p>	<p><input type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p>	

<sup>3</sup> Aux fins de cette question, appliquez le test d'affiliation tel que décrit dans SB comme règle finale provisoire sur les affiliés, 85 FR 20817 (15 avril 2020).



<p>B. Si la réponse à la question 12. A est OUI, veuillez indiquer le montant de ces fonds.      \$</p>	
<p>C. Si la réponse à la question 12.A est OUI, veuillez indiquer le nom du programme ou décrire la source des fonds [1 000 caractères maximum].</p>	
<p>13. Facultatif - indiquez des continents supplémentaires pour toute question de cette section d'évaluation des liquidités [1 000 caractères maximum].</p>	

**ATTESTATIONS**

Le représentant autorisé de l'emprunteur atteste tout ce qui suit en paraphant ses initiales à côté de chaque élément :

\_\_\_\_\_ Je certifie avoir le pouvoir de signer et de remettre ce questionnaire au nom de l'emprunteur.

\_\_\_\_\_ J'atteste que les informations fournies dans ce questionnaire et dans toutes les pièces justificatives sont véridiques et correctes à tous égards importants. Je produis la présente attestation après une enquête raisonnable sur les personnes, les systèmes et autres informations à la disposition de l'emprunteur.

\_\_\_\_\_ Je comprends que faire sciemment une fausse déclaration pour obtenir un prêt garanti ou la remise d'un prêt garanti par la SBA est passible en vertu de la loi, notamment de la réglementation 18 USC 1001 et 3571 par une peine d'emprisonnement d'au plus cinq ans et/ou une amende pouvant atteindre 250 000 \$ ; de la réglementation 15 USC 645 par une peine d'emprisonnement maximale de deux ans et/ou une amende maximale de 5 000 \$ ; et, si elle est soumise à une institution sous assurance fédérale, en vertu de la réglementation 18 USC 1014, par une peine d'emprisonnement maximale de trente ans et/ou une amende maximale de 1 000 000 \$.

Signature du représentant autorisé de l'emprunteur

Nom en caractères d'imprimerie

Titre

Date